

N° 6472³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****modifiant le règlement grand-ducal du 8 février 2008
relatif à la production d'électricité basée sur les sources
d'énergie renouvelables**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(22.10.2012)

Par sa lettre du 16 août 2012, Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique.

Le présent projet de règlement grand-ducal vise une adaptation à la baisse des tarifs d'injection de l'énergie photovoltaïque dans le réseau électrique.

Ce projet prévoit une baisse des rémunérations pour les centrales photovoltaïques dont la puissance électrique de crête est inférieure ou égale à 30 kW. Au-delà du seuil de 30 kW, aucun tarif d'injection n'est prévu, ceci pour raison des coûts importants générés par ces grandes centrales pour le mécanisme de compensation.

De plus, les centrales de production installées sur une surface imperméable, à savoir les enveloppes extérieures de bâtiments, les surfaces de stationnement et les surfaces de circulation peuvent profiter des dispositions du présent projet de règlement grand-ducal.

Les nouvelles dispositions concernant les centrales photovoltaïques sont introduites dans la procédure réglementaire du fait que les marchés ont enregistré au cours des dernières années d'importantes baisses des prix des modules photovoltaïques. Ces développements ont pour conséquence une augmentation de la rentabilité économique pour les investisseurs et une augmentation de la demande de nouvelles centrales.

En tenant compte de la diminution constante du montant de l'investissement pour une centrale d'énergie photovoltaïque, la Chambre des Métiers peut approuver l'adaptation du niveau de subventionnement de l'énergie produite à partir des centrales photovoltaïques, tout en sachant que le niveau de subventionnement de l'énergie solaire est déjà très élevé par rapport à d'autres sources d'énergies renouvelables.

Néanmoins, la Chambre des Métiers se doit, pour les installations de puissance électrique de crête inférieure ou égale à 30 kW, de remettre en question le montant de la baisse du taux de rémunération pour l'électricité produite à partir de l'énergie solaire ainsi que l'augmentation de la dégressivité de ce taux en fonction de l'année civile de début d'injection dans le réseau.

En effet, la Chambre des Métiers se demande si la réduction importante du taux de rémunération de presque 40%, ainsi qu'une augmentation substantielle de la dégressivité annuelle de 3% à 9% n'aura pas comme conséquence un effondrement du marché de la photovoltaïque et ainsi une perte considérable d'emplois dans cette activité économique, sans oublier le renvoi aux calendes grecques de l'indépendance en matière d'approvisionnement d'énergie.

La Chambre des Métiers exige donc une adaptation plus modérée de ces deux taux de rémunération afin de garantir la continuité et la cohérence nécessaires aux entreprises actives dans le domaine de la photovoltaïque.

Le projet de règlement grand-ducal précise que les rémunérations fixées pour les installations dont la puissance électrique de crête est inférieure ou égale à 30 kW, sont dues pour une période de 15 ans à compter de la première injection d'électricité dans le réseau.

La Chambre des Métiers peut approuver cette mesure qui, en garantissant une rémunération pendant une période déterminante, confère à l'investisseur potentiel une sécurité juridique et économique qui permet d'asseoir son investissement sur des bases solides.

La Chambre des Métiers ne peut certainement pas soutenir la suppression du tarif d'injection pour les installations photovoltaïques supérieures à 30 kW. Ainsi, ne seront soutenues que les petites installations sur des toitures respectivement les façades des maisons unifamiliales ou des résidences d'appartements. Or, il ne faut pas perdre de vue que chaque production d'énergie décentralisée nécessite une adaptation du réseau électrique de transport et de distribution. Avec le système de subventionnement de l'énergie photovoltaïque défavorisant les grandes installations, il y aura logiquement une augmentation du nombre d'installations de petite taille qui va de pair avec une augmentation d'interconnexions dans le réseau électrique, de nombre de compteurs à monter, de dossiers à traiter, etc.

La Chambre des Métiers est d'avis qu'une telle approche n'est économiquement pas efficiente et ne contribue certainement pas à une simplification des procédures à respecter.

Finalement, la Chambre des Métiers se demande comment le gouvernement entendra atteindre ses engagements ambitieux en matière des énergies renouvelables avec une telle politique de baisse drastique de la nouvelle tarification. En effet le Luxembourg s'est engagé à atteindre une part d'énergies renouvelables de 11% au Luxembourg d'ici 2020.

Or, selon des chiffres publiés par l'Institut Luxembourgeois de Régulation, la puissance installée des installations photovoltaïques au Luxembourg en 2011 était de 40,3 MW, ce qui correspond à 2.899 installations. En 2005, la puissance totale installée était de 24 MW. Il n'y a donc eu qu'une croissance d'environ 2 MW/an entre 2005 et 2011. En présupposant une croissance équivalente malgré la nouvelle tarification moins avantageuse dans les 10 prochaines années, une puissance totale de seulement 60 MW pourrait être installée en 2020 au Luxembourg.

L'étude LUXRES (Luxembourg Renewable Energy Sources)¹ prévoyait pourtant une évolution ambitieuse estimant une puissance installée de 222 MW en 2020.

Nous sommes donc encore loin des objectifs visés et il s'impose, afin de parvenir aux objectifs fixés, de soutenir activement la mise en place d'installations photovoltaïques.

La nouvelle tarification ne vise certainement pas un développement plus constant des centrales photovoltaïques et ne contribuera guère à l'objectif en matière des énergies renouvelables à atteindre par le Luxembourg.

La Chambre des Métiers ne peut donc approuver le projet de règlement grand-ducal sous avis que sous réserve des remarques formulées ci-dessus.

Luxembourg, le 22 octobre 2012

Pour la Chambre des Métiers,

Le Directeur Général,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

¹ Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg, Fraunhofer Institut für System- und Innovationsforschung – Energy Economics Group, TU Wien – BSR Sustainability